

Parlons Toilettes

La Coalition Eau a rencontré la Secrétaire d'Etat Annick Girardin

Le 2 avril 2015, la Coalition Eau a rencontré la Secrétaire d'Etat au Développement et à la Francophonie, Annick Girardin. Cette rencontre a permis d'aborder plusieurs sujets : les résultats de la campagne « Parlons Toilettes », l'engagement de la France pour l'eau potable et l'assainissement, et l'enjeu de l'eau face au changement climatique.

Lors de ce RDV, les représentants de la Coalition Eau – Virginie Bineau (Directrice générale adjointe d'Eau Vive), Olivier Bruyeron (Directeur général du GRET), Rachid Lahlou (Président du Secours Islamique France) et Kristel Malègue (Coordinatrice de la Coalition Eau) – ont partagé les demandes de la campagne citoyenne « [Parlons Toilettes](#) » :

- Un engagement politique fort de la France en faveur de l'assainissement : au regard des besoins et de l'importance du secteur, la question de l'eau et de l'assainissement devrait être centrale dans la politique de développement de la France et lors des grands rendez-vous internationaux à venir.
- Un engagement financier de la France à la hauteur des enjeux, à savoir 40 millions d'euros supplémentaires de subventions par an pour l'accès à l'eau potable et à l'assainissement, en ciblant cette aide en priorité vers les pays et les populations les plus démunis.

Malheureusement, force est de constater que la question de nouveaux engagements financiers de la France pour l'eau et l'assainissement semble peu à l'ordre du jour, dans le contexte budgétaire actuel. Ceci fait écho à la baisse globale du budget de l'Aide Publique au Développement française annoncée le 8 avril dernier par l'OCDE (voir le [communiqué de presse de Coordination Sud](#)). La Secrétaire d'Etat a par ailleurs indiqué que si l'APD restait la base de la politique d'aide de la France, celle-ci devait davantage être approchée comme un effet levier pour lever d'autres types de financements, notamment privés.

Dans ce contexte, la Coalition Eau a insisté sur l'importance de pérenniser les fonds de la Taxe sur les Transactions Financières (TTF) affectés à l'eau et l'assainissement, sachant que 40 millions d'euros issus de la TTF ont été alloués au secteur pour la période 2012-2015.

Concernant le changement climatique, la Secrétaire d'Etat a fait part de la nécessité de renforcer la visibilité de l'eau dans les discussions et négociations internationales sur le climat, cette question étant insuffisamment prise en compte à l'heure actuelle. Pour cela, il est notamment indispensable de renforcer le portage politique de la thématique « eau » par les Etats du Sud. Elle a aussi mis en exergue l'importance des financements Climat (notamment Fonds Vert) pour le secteur de l'eau, chantier sur lequel travaillera la Coalition Eau sur les mois à venir.